

Allo le G20 ? Ici le reste du monde

Une campagne Peuples Solidaires / ActionAid

janvier 2011

2011, une année de mobilisation

En cette année 2011, la France assure la présidence du G8 et du G20. Le président Nicolas Sarkozy a annoncé que la volatilité du prix des matières premières, notamment agricoles, sera une priorité pour ces sommets. Il y a urgence car une nouvelle crise alimentaire mondiale n'est pas à exclure : les prix de la nourriture n'ont cessé d'augmenter au cours des derniers mois alors même que la crise des années 2007-2008 était née d'une augmentation brutale des prix du riz, du blé, du maïs. La tenue des G8 et G20 en France est donc une occasion unique à saisir pour faire entendre nos voix : ces Etats autoproclamés « leaders du monde » doivent prendre les décisions qui s'imposent afin de lutter contre la faim.

Sommaire de cet article

- [Nos objectifs - nos demandes](#)
- [De Dakar à Cannes](#)
- [LA PETITION. Appel au G20 : ne jouez pas avec notre nourriture !](#)
- [Campagne soutenue par](#)

Nos objectifs - nos demandes

Peuples Solidaires et ActionAid se mobilisent afin de porter leurs revendications au cœur du G8 et du G20. Nous demandons notamment aux Etats membres du G20 :

- de réguler la spéculation en bourse sur les marchés dérivés de matières premières agricoles car elle contribue à l'augmentation du prix des denrées alimentaires ;
- de mettre un terme à l'extension des agrocarburants industriels qui imposent une double-peine aux plus vulnérables, en particulier les femmes : ils contribuent à l'augmentation du prix des denrées alimentaires et à l'accaparement de centaines de milliers d'hectares dans les pays du Sud, privant les populations locales de terres cultivables dont elles dépendent pour se nourrir (cf. « Agrocarburants : réservoirs pleins, ventre vide ») ;
- de demander à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de revoir ses règles afin de permettre aux pays de prendre des mesures coordonnées en matières commerciales, tarifaires et de soutien aux populations les plus vulnérables en cas de crise alimentaire ;
- de soutenir l'adoption d'un moratoire international visant à empêcher les accaparements de terre à grande échelle dans les pays où les objectifs des Nations Unies de réduction de la faim n'ont pas été atteints ;
- de s'engager à légiférer afin que les entreprises puissent être tenues responsables de leurs opérations à l'étranger, en particulier en cas d'accaparement de terres ;
- de soutenir à travers l'aide publique au développement les femmes qui exploitent des petites parcelles de terre agricole, car il est démontré que c'est une façon efficace de lutter contre la faim, mais aussi et surtout car un effort particulier doit être fait envers elles pour qu'elles puissent effectivement exercer leurs droits fondamentaux, notamment le droit à l'alimentation.

De Dakar à Cannes

Tout au long de l'année 2011, des activités de mobilisation seront organisées en France par Peuples Solidaires/ActionAid, et dans les autres pays du G20 par les affiliés d'ActionAid dans ces pays. Notre mobilisation démarrera à Dakar en février 2011, lors du Forum Social Mondial (FSM), première étape pour construire des convergences. Elle s'achèvera en novembre à Cannes, lors du Forum citoyen qui se tiendra à la veille du Sommet du G20.

LA PETITION. Appel au G20 : ne jouez pas avec notre nourriture !

Réduire la faim dans le monde et renforcer l'agriculture paysanne et familiale supposent des réformes profondes en matière agricole, remettant radicalement en cause les politiques de libéralisation des marchés, comme celle de l'Union européenne avec la Politique Agricole Commune (PAC). Ces politiques ont provoqué spéculation, dumping social, dégradation de l'environnement et des conditions de vie des paysans et des paysannes au Nord et au Sud.

Ainsi, à l'heure où la France assure la présidence du G20, nous appelons le Président de la République et le Ministre de l'Agriculture à favoriser des politiques, des modes de production et de consommation durables et équitables qui permettent aux Etats d'assurer leur souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation de leur population.

Ces politiques doivent :

- soutenir et protéger l'agriculture paysanne et familiale respectueuse de l'environnement, en Europe et dans les pays du Sud
- prendre en compte les besoins spécifiques des paysannes, nombreuses dans les pays du Sud
- rétablir des mécanismes publics de stockage, de stabilisation des prix et de maîtrise de l'offre aux niveaux national et régional, favorisant les exploitations paysannes et familiales et garantissant un revenu stable aux agriculteurs et des prix raisonnables aux consommateurs
- s'attaquer à la spéculation sur les produits agricoles
- arrêter les accaparements de terre et le soutien massif aux agrocarburants
- renforcer, réformer et démocratiser les Nations unies, afin qu'elles deviennent l'instance principale de décision de ces régulations mondiales, fondées sur la souveraineté alimentaire, la coopération et la solidarité.

Campagne soutenue par...

AITEC, Amis de la Terre, Campagne 'Mondialisons nos Solidarités », CCFD - Terre Solidaire, Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), CRID, Eau Vive, Élevages Sans Frontières, Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Frères des Hommes, GRET, Ingénieurs Sans Frontières, Marche Mondiale des Femmes France, Oxfam France, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Ritimo, Solidarité, Terre des Hommes France, Union syndicale Solidaires.

Signer la pétition, suivre les actualités de la campagne :

www.peuples-solidaires.org/g8-g20-annee-de-mob/



Copyright © Site de l'Association Adéquations - <http://www.adequations.org/spip.php?article1663>